

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois est presque stable (- 0,2 %) après une hausse de 3,0 % le trimestre précédent. Cette stabilité résulte de la hausse des embauches en CDI (+ 2,8 %), compensée par la diminution de celles en CDD de plus d'un mois (- 2,5%).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois affichent toujours une progression soutenue: + 6,4 % après + 7,3 % le trimestre précédent. Cette croissance est notamment portée par la hausse des embauches en CDI (+ 9,5 %) tandis que celles en CDD de plus d'un mois augmentent plus modérément (+ 4,0 %).

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois est en nette accélération dans l'industrie (+ 5,9 % après + 2,7 % au troisième trimestre) et reste en forte hausse dans la construction (+ 5,6 % comme au trimestre précédent). En revanche, il diminue dans le tertiaire (- 1,5 % après + 3,5 %). Cette baisse est toutefois en grande partie portée par le secteur public (activités administratives et éducation notamment), dont les embauches semblent subir un contre-coup après le dynamisme du début d'année. Sur un an, l'ensemble des grands secteurs est orienté à la hausse.

Ce trimestre, l'évolution des déclarations d'embauche de plus d'un mois diffère selon la taille de l'entreprise. Les entreprises de moins de 20 salariés (TPE) enregistrent une progression de 1,0 %, tandis que les entreprises de plus grande taille affichent une diminution (- 1,1 %). Sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois augmente quelle que soit la taille de l'entreprise.

Sur un an, les embauches de plus d'un mois sont orientées à la hausse dans la majorité des régions, avec une croissance qui varie de + 4,7 % en Ile-de-France à + 12,5 % en Corse.

## STABILISATION À HAUT NIVEAU DES EMBAUCHES DE PLUS D'UN MOIS AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2016 AVEC UN FORT DYNAMISME DANS L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois<sup>1</sup> est stable (- 0,2 % après + 3,0 % le trimestre précédent). Il reste ainsi sur un niveau haut (1,90 million sur le trimestre), semblable au pic historique enregistré mi 2011 (graphique 1, tableaux 1 et 3).

La stabilité du quatrième trimestre 2016 est le résultat de la hausse des déclarations d'embauche en CDI (+ 2,8 % après + 2,7 % au troisième trimestre 2016) compensée par la baisse des embauches en CDD de plus d'un mois (- 2,5 % après + 3,3 %, graphique 1b et tableaux 1 et 3). Les déclarations d'embauche en CDD de moins d'un mois progressent quant à elles de 0,9 % ce trimestre. Au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim augmente légèrement au quatrième trimestre 2016 (+ 0,6 %, tableaux 1 et 3).

Sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois affiche une hausse de 6,4 %, après + 7,3 % le trimestre précédent. Cette évolution résulte des augmentations conjointes des embauches en CDI (+ 9,5 %) et de celles en CDD de plus d'un mois (+ 4,0 %, graphique 1c et tableau 3). Les déclarations d'embauche de

Graphique 1 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim

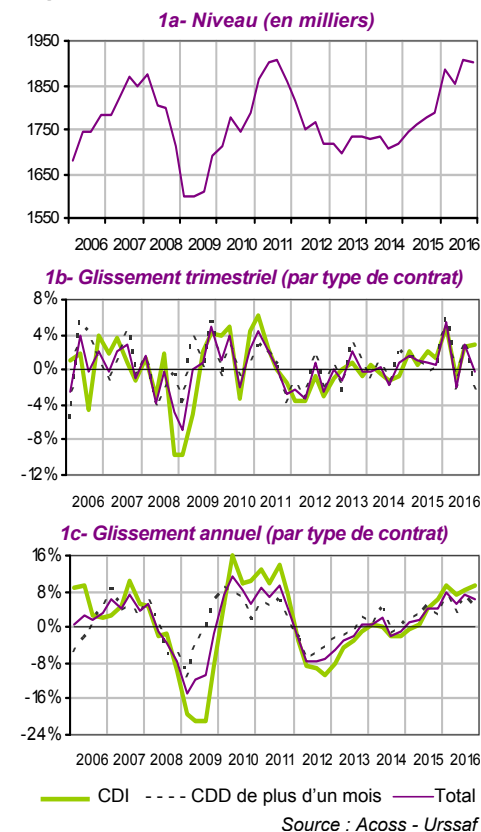


Tableau 1 : Estimation \* des déclarations d'embauche hors intérim au cours du quatrième trimestre 2016 (données CVS-CJO)

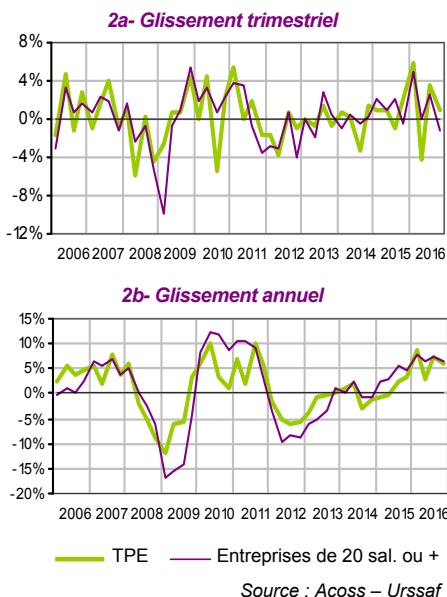
| Tranche de taille de l'entreprise                | Nombre de déclarations d'embauche (en milliers) |                     |              | Glissements trimestriels (en %) |                     |              |
|--|---|---------------------|--------------|---------------------------------|---------------------|--------------|
|  | 0 à 19 salariés                                 | 20 salariés ou plus | Total        | 0 à 19 salariés                 | 20 salariés ou plus | Total        |
| <b>Déclarations d'embauche de plus d'un mois</b> | <b>810</b>                                      | <b>1 094</b>        | <b>1 903</b> | <b>+ 1,0</b>                    | <b>- 1,1</b>        | <b>- 0,2</b> |
| dont CDD de plus d'un mois                       | 421   | 627                 | 1 048        | + 0,3                           | - 4,2               | - 2,5        |
| dont CDI   | 389   | 466                 | 855          | + 1,8                           | + 3,5               | + 2,8        |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                    | <b>1 331</b>                                    | <b>2 944</b>        | <b>4 275</b> | <b>+ 0,8</b>                    | <b>+ 1,0</b>        | <b>+ 0,9</b> |
| <b>Total des déclarations d'embauche</b>         | <b>2 141</b>                                    | <b>4 038</b>        | <b>6 178</b> | <b>+ 0,9</b>                    | <b>+ 0,4</b>        | <b>+ 0,6</b> |

\* Données provisoires

Source : Acooss - Urssaf

<sup>1</sup> Cette publication porte sur les déclarations d'embauche hors intérim, principalement celles de plus d'un mois (CDI et CDD de plus de 31 jours).

**Graphique 2 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois par taille d'entreprise**

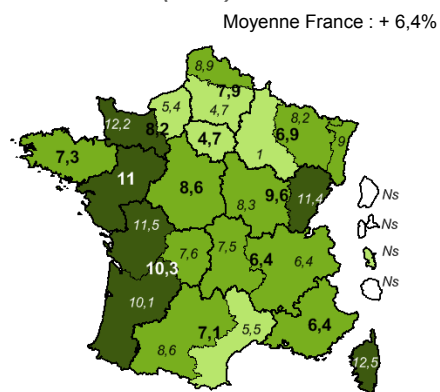


moins d'un mois enregistrent une progression annuelle de 3,9 %, portant à + 4,6 % le glissement annuel du total des déclarations d'embauche hors intérim.

**Les embauches de plus d'un mois progressent dans l'industrie et la construction...**

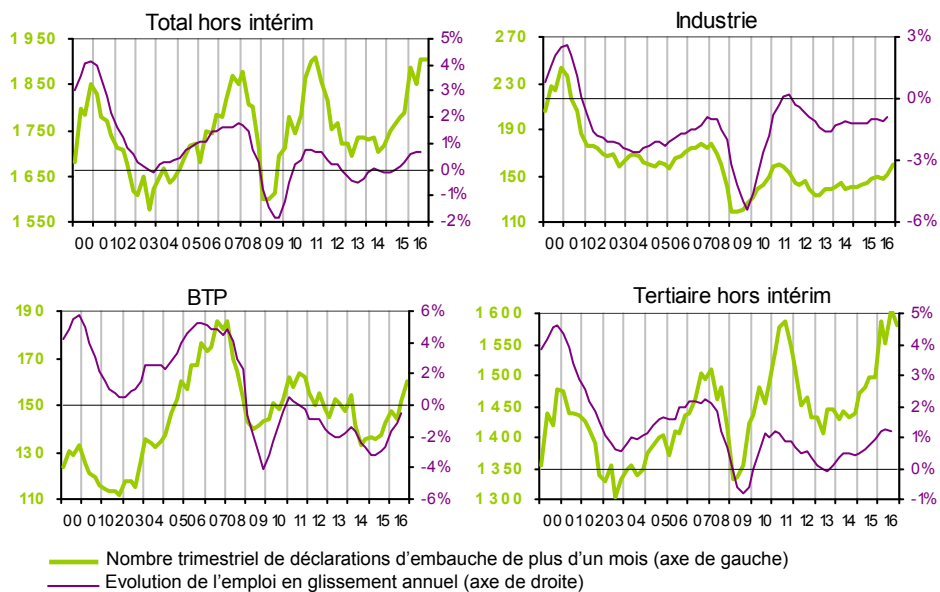
Au quatrième trimestre 2016, les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont en forte hausse dans l'industrie (+ 5,9 % après + 2,7 % le trimestre précédent) et dans la construction (+ 5,6 %, comme au trimestre précédent). En revanche, elles sont en repli dans le tertiaire (- 1,5 % après + 3,5 % le trimestre précédent, *tableau 2*), compte tenu, notamment, de fortes baisses dans le secteur public, en particulier dans les activités administratives et l'éducation, qui

**Carte : Glissement annuel des embauches de plus d'un mois au quatrième trimestre 2016 (en %)**



Note : les chiffres en gras portent sur le périmètre des régions administratives en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Graphique 3 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois (en milliers) et glissement annuel de l'emploi par secteur (hors intérim)**



apparaissent comme un contrecoup après le dynamisme du début d'année.

Sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois augmente dans les trois grands secteurs d'activité : + 12,6 % dans la construction, + 8,9 % dans l'industrie et + 5,7 % dans le tertiaire.

**... et dans les petites entreprises**

Au quatrième trimestre 2016, les embauches de plus d'un mois des entreprises de moins de 20 salariés (TPE) augmentent de 1,0 % (après + 3,5 % le trimestre précédent). Cette évolution résulte d'une hausse des embauches en CDI (+ 1,8 %) alors que la croissance est plus modérée pour les CDD de plus d'un mois (+ 0,3 %, *graphique 2a et tableaux 1 et 3*).

A l'inverse, les déclarations d'embauche de plus d'un mois des entreprises de 20 salariés ou plus diminuent de 1,1 % ce trimestre (après une croissance de 2,7 % au troisième trimestre). La hausse des embauches en CDI se poursuit (+ 3,5 %) mais les embauches en CDD de plus d'un mois sont en recul de 4,2 % ce trimestre (*graphique 2a et tableau 1*).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois continuent de progresser dans les TPE (+ 6,2 %) ainsi que dans les entreprises plus grandes (+ 6,6 %, *graphique 2b et tableau 3*).

**Sur un an, l'ensemble des régions est bien orienté**

Quasiment toutes les régions enregistrent une hausse annuelle des embauches de

plus d'un mois supérieure à 5 %. Seules la Champagne-Ardenne (+ 1,0 %) et l'Île-de-France (+ 4,7 %) ont une progression plus faible. Les régions Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire et Corse affichent même une hausse supérieure à 10 %.

Carine Le Cosquer  
Urssaf Auvergne – Centre Pajemploi

Viviana Zamfir  
Département des études statistiques et de l'animation du réseau (DESAR)

**Encadré 1 : Révision des glissements trimestriels des déclarations d'embauche aux deux derniers trimestres (en point)**

|  | T2 2016      | T3 2016      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Total des DPAE</b>                                      | <b>+ 0,3</b> | <b>- 0,2</b> |
| <b>Total par type de contrat de travail</b>                |              |              |
| <b>DPAE de plus d'un mois</b>                              | <b>+ 0,1</b> | <b>+ 0,1</b> |
| dont CDD > 1 mois  | + 0,2        | + 0,0        |
| dont CDI   | + 0,1        | + 0,3        |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                              | <b>+ 0,2</b> | <b>- 0,3</b> |
| <b>DPAE de plus d'un mois par grand secteur d'activité</b> |              |              |
| Industrie  | + 0,1        | + 0,0        |
| BTP  | + 0,3        | - 0,8        |
| Tertiaire  | + 0,2        | + 0,0        |
| <b>DPAE de plus d'un mois par taille d'entreprise</b>      |              |              |
| 0 à 19 salariés  | - 0,5        | + 1,2        |
| 20 salariés et plus  | + 0,7        | - 0,6        |

Source : Acooss – Urssaf

Note de lecture : par rapport à la publication du trimestre précédent, le glissement trimestriel des embauches du troisième trimestre 2016 a été révisé à la baisse de 0,2 point, passant de + 1,1 % à + 0,9 %.

Tableau 2 : Déclarations d'embauche par secteur détaillé d'activité (NACE 38)

| Secteurs<br>(NACE 38)  | Embauches de plus d'un mois   |              |              |              |                           | Ensemble des embauches<br>(y.c. moins d'un mois) |                             |                |   |
|--|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------------|--|-----------------------------|----------------|---|
|  | Glissements trimestriels en % |              |              |              | Glissement<br>annuel en % | Niveaux 2016 T4                                  |                             |                |   |
|  | 2016<br>T1                    | 2016<br>T2   | 2016<br>T3   | 2016<br>T4   |                           | CDD de<br>moins d'un<br>mois                     | CDD de<br>plus d'un<br>mois | CDI            | Total des<br>déclarations<br>d'embauche |
| BZ Industries extractives  | - 7,7                         | + 30,6       | - 9,3        | + 7,9        | + 18,0                    | 126  | 454                         | 431            | 1 011                                   |
| CA Industries agro-alimentaires  | + 3,6                         | - 2,8        | + 3,6        | + 1,6        | + 5,8                     | 29 874   | 32 147                      | 22 549         | 84 570                                  |
| CB Habillement, textile et cuir  | + 2,1                         | - 10,4       | + 0,2        | + 8,7        | - 0,3                     | 3 609  | 3 578                       | 3 402          | 10 589                                  |
| CC Bois et papier  | - 0,4                         | - 4,8        | - 0,4        | + 8,5        | + 2,4                     | 3 147  | 3 966                       | 3 736          | 10 849                                  |
| CD Cokéfaction et raffinage  | n.s.                          | n.s.         | n.s.         | n.s.         | n.s.                      | n.s.   | n.s.                        | n.s.           | n.s.                                    |
| CE Industrie chimique  | - 3,3                         | - 4,1        | + 14,9       | + 3,5        | + 10,3                    | 1 118  | 2 963                       | 2 458          | 6 539                                   |
| CF Industrie pharmaceutique  | + 0,3                         | - 5,9        | - 1,0        | + 1,3        | - 5,3                     | 267  | 1 694                       | 1 289          | 3 250                                   |
| CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux                              | + 3,6                         | - 6,4        | + 3,1        | + 11,8       | + 11,8                    | 2 283  | 5 176                       | 4 709          | 12 168                                  |
| CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques                                    | + 1,0                         | + 2,5        | + 1,4        | + 14,0       | + 19,7                    | 2 817  | 8 420                       | 8 586          | 19 823                                  |
| CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques                      | - 7,3                         | + 4,8        | - 0,9        | + 8,2        | + 4,1                     | 357  | 1 965                       | 2 288          | 4 610                                   |
| CJ Fabrication d'équipements électriques   | + 8,3                         | + 3,5        | - 0,0        | + 11,2       | + 24,7                    | 491  | 1 549                       | 1 978          | 4 018                                   |
| CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.   | + 5,5                         | + 0,8        | - 0,4        | + 8,0        | + 14,3                    | 685  | 2 680                       | 3 484          | 6 849                                   |
| CL Fabrication de matériels de transport   | - 7,2                         | + 19,4       | + 3,0        | + 11,1       | + 26,8                    | 698  | 4 585                       | 5 536          | 10 819                                  |
| CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines              | + 5,9                         | - 2,4        | + 3,6        | + 6,7        | + 14,4                    | 4 049  | 8 272                       | 8 770          | 21 091                                  |
| DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné      | - 2,7                         | - 4,9        | + 3,0        | + 12,1       | + 6,8                     | 395  | 1 897                       | 2 191          | 4 483                                   |
| EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | + 15,8                        | - 11,1       | + 3,9        | + 2,2        | + 9,4                     | 6 656  | 5 221                       | 4 060          | 15 937                                  |
| FZ Construction  | + 3,9                         | - 2,8        | + 5,6        | + 5,6        | + 12,6                    | 24 583   | 74 583                      | 85 535         | 184 701                                 |
| GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles                                  | + 5,3                         | - 1,8        | + 5,4        | - 0,3        | + 8,7                     | 292 662  | 155 986                     | 151 416        | 600 064                                 |
| HZ Transports et entreposage   | + 10,7                        | - 3,4        | - 1,0        | + 9,7        | + 16,1                    | 114 121  | 51 442                      | 58 479         | 224 042                                 |
| IZ Hébergement et restauration   | + 8,5                         | - 7,4        | + 2,5        | + 2,9        | + 5,9                     | 712 007  | 147 919                     | 143 774        | 1 003 700                               |
| JA Edition et Audiovisuel  | + 16,1                        | - 1,9        | + 4,0        | - 8,3        | + 8,7                     | 328 977  | 14 325                      | 7 389          | 350 691                                 |
| JB Télécommunications  | + 15,2                        | - 4,9        | + 5,1        | - 2,9        | + 11,8                    | 262  | 2 408                       | 2 538          | 5 208                                   |
| JC Activités informatiques   | + 5,4                         | + 5,6        | + 3,3        | + 1,9        | + 17,2                    | 4 893  | 7 083                       | 25 292         | 37 268                                  |
| KZ Activités financières et d'assurance  | + 2,9                         | - 3,6        | + 7,0        | - 2,3        | + 3,7                     | 16 128   | 19 144                      | 20 066         | 55 338                                  |
| LZ Activités immobilières  | + 4,9                         | - 12,3       | + 9,5        | - 6,6        | - 5,9                     | 10 995   | 8 310                       | 10 890         | 30 195                                  |
| MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie                                      | + 6,8                         | - 1,5        | + 6,3        | + 5,5        | + 17,9                    | 76 682   | 33 338                      | 58 917         | 168 937                                 |
| MB Recherche et développement  | - 2,8                         | + 29,4       | - 16,6       | - 1,5        | + 3,4                     | 1 208  | 5 547                       | 2 030          | 8 785                                   |
| MC Autres activités scientifiques et techniques  | + 2,3                         | + 7,2        | - 2,4        | + 1,1        | + 8,1                     | 255 386  | 13 728                      | 10 893         | 280 007                                 |
| NZ Activités de services administratifs et de soutien                                    | + 0,1                         | + 2,3        | - 1,4        | + 0,5        | + 1,4                     | 635 568  | 93 139                      | 78 031         | 806 738                                 |
| OZ Administration publique   | + 6,6                         | - 1,5        | + 7,6        | - 11,0       | + 0,6                     | 92 121   | 88 273                      | 8 598          | 188 992                                 |
| PZ Education   | + 8,4                         | + 9,4        | - 0,6        | - 24,3       | - 10,8                    | 65 109   | 48 828                      | 10 570         | 124 507                                 |
| QA Activités pour la santé humaine   | + 4,3                         | + 0,9        | - 0,1        | - 0,9        | + 4,1                     | 230 651  | 38 216                      | 20 389         | 289 256                                 |
| QB Action sociale et hébergement médico-social   | + 3,8                         | + 0,9        | + 1,1        | - 0,4        | + 5,4                     | 626 935  | 79 105                      | 46 019         | 752 059                                 |
| RZ Arts, spectacles et activités récréatives   | + 12,8                        | - 6,6        | + 9,1        | - 12,5       | + 0,6                     | 626 449  | 35 697                      | 12 412         | 674 558                                 |
| SZ Autres activités de services  | + 5,9                         | + 3,1        | + 0,2        | - 5,3        | + 3,7                     | 108 303  | 46 502                      | 25 802         | 180 607                                 |
| Activités diverses et non classées   | + 7,6                         | + 5,6        | - 3,3        | - 3,3        | + 6,2                     | 866  | 1 647                       | 710            | 3 223                                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>+ 5,4</b>                  | <b>- 1,9</b> | <b>+ 3,0</b> | <b>- 0,2</b> | <b>+ 6,4</b>              | <b>4 274 999</b>                                 | <b>1 047 894</b>            | <b>855 406</b> | <b>6 178 299</b>                        |
| Industrie  | + 1,6                         | - 1,5        | + 2,7        | + 5,9        | + 8,9                     | 56 662   | 84 150                      | 75 721         | 216 533                                 |
| Construction   | + 3,9                         | - 2,8        | + 5,6        | + 5,6        | + 12,6                    | 24 583   | 74 583                      | 85 535         | 184 701                                 |
| Tertiaire  | + 6,1                         | - 2,3        | + 3,5        | - 1,5        | + 5,7                     | 4 192 957  | 887 921                     | 693 553        | 5 774 431                               |

Source : Acos - Urssaf

Tableau 3 : Dernières valeurs des séries trimestrielles des déclarations d'embauche (données CVS-CJO) \*

| Trimestre                              | Total des entreprises  |   |       |   |                                   | Entreprises de moins de 20 salariés |   |       |   |                                   |
|--|------------------------|---|-------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|---|-------|---|-----------------------------------|
|  | CDD de moins d'un mois | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |       |   | Total des déclarations d'embauche | CDD de moins d'un mois              | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |       |   | Total des déclarations d'embauche |
|  |                        | CDD de plus d'un mois                     | CDI   | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois |                                   |                                     | CDD de plus d'un mois                     | CDI   | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois |                                   |
| <b>Niveaux (en milliers)</b>           |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T3 2015                                | 4 077                  | 1 007                                     | 770   | 1 778   | 5 855                             | 1 268                               | 393                                       | 353   | 746   | 2 014                             |
| T4 2015                                | 4 116                  | 1 007                                     | 781   | 1 788   | 5 904                             | 1 295                               | 401                                       | 361   | 762   | 2 058                             |
| T1 2016                                | 4 182                  | 1 067                                     | 819   | 1 886   | 6 068                             | 1 297                               | 427                                       | 382   | 808   | 2 105                             |
| T2 2016                                | 4 234                  | 1 040                                     | 811   | 1 851   | 6 085                             | 1 299                               | 403                                       | 371   | 774   | 2 073                             |
| T3 2016                                | 4 235                  | 1 075                                     | 832   | 1 907   | 6 142                             | 1 321                               | 419                                       | 382   | 801   | 2 122                             |
| T4 2016                                | 4 275                  | 1 048                                     | 855   | 1 903   | 6 178                             | 1 331                               | 421                                       | 389   | 810   | 2 141                             |
| <b>Glissements trimestriels (en %)</b> |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T3 2015                                | + 0,5                  | - 0,2                                     | + 2,2 | + 0,8   | + 0,6                             | - 0,9                               | - 2,9                                     | + 1,4 | - 0,9   | - 0,9                             |
| T4 2015                                | + 0,9                  | + 0,0                                     | + 1,4 | + 0,6   | + 0,8                             | + 2,2                               | + 2,1                                     | + 2,4 | + 2,2   | + 2,2                             |
| T1 2016                                | + 1,6                  | + 5,9                                     | + 4,9 | + 5,4   | + 2,8                             | + 0,1                               | + 6,4                                     | + 5,6 | + 6,0   | + 2,3                             |
| T2 2016                                | + 1,2                  | - 2,5                                     | - 1,0 | - 1,9   | + 0,3                             | + 0,1                               | - 5,5                                     | - 2,7 | - 4,2   | - 1,5                             |
| T3 2016                                | + 0,0                  | + 3,3                                     | + 2,7 | + 3,0   | + 0,9                             | + 1,7                               | + 4,0                                     | + 2,9 | + 3,5   | + 2,4                             |
| T4 2016                                | + 0,9                  | - 2,5                                     | + 2,8 | - 0,2   | + 0,6                             | + 0,8                               | + 0,3                                     | + 1,8 | + 1,0   | + 0,9                             |
| <b>Glissements annuels (en %)</b>      |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T3 2015                                | + 3,0                  | + 4,5                                     | + 4,0 | + 4,3   | + 3,4                             | + 1,0                               | + 4,1                                     | + 0,7 | + 2,4   | + 1,5                             |
| T4 2015                                | + 2,4                  | + 2,5                                     | + 6,3 | + 4,1   | + 2,9                             | + 1,9                               | + 2,5                                     | + 4,3 | + 3,3   | + 2,4                             |
| T1 2016                                | + 3,3                  | + 7,1                                     | + 9,2 | + 8,0   | + 4,7                             | + 1,6                               | + 7,4                                     | + 9,8 | + 8,5   | + 4,1                             |
| T2 2016                                | + 4,4                  | + 3,0                                     | + 7,5 | + 5,0   | + 4,6                             | + 1,5                               | - 0,5                                     | + 6,7 | + 2,8   | + 2,0                             |
| T3 2016                                | + 3,9                  | + 6,7                                     | + 8,1 | + 7,3   | + 4,9                             | + 4,2                               | + 6,6                                     | + 8,3 | + 7,4   | + 5,4                             |
| T4 2016                                | + 3,9                  | + 4,0                                     | + 9,5 | + 6,4   | + 4,6                             | + 2,8                               | + 4,8                                     | + 7,7 | + 6,2   | + 4,0                             |

\* Les résultats sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre (encadré 2).

Source : Acooss – Urssaf

## Encadré 2 : La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) et ses retraitements statistiques

### Le champ

Cette publication porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et le secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé, en France entière hors Mayotte. Les embauches classées dans le secteur public sont celles déclarées par les établissements de catégorie juridique « Personne morale et organisme soumis au droit administratif » suivant la nomenclature de SIRENE®. Ces établissements appartiennent principalement aux secteurs de l'administration publique, de l'éducation, des activités pour la santé humaine, de l'action sociale et hébergement médico-social.

### La formalité administrative

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur un support unique, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf ou à la MSA selon le régime dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. 4 % des DPAE ont été adressées en 2015 à l'Urssaf sur support papier, 72 % par Internet et 24 % par d'autres procédures dématérialisées.

L'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. C'est notamment

le cas pour les recrutements en contrat aidé (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, etc.).

La DPAE doit être **réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche** et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche. Il s'agit donc d'une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme. C'est une démarche obligatoire, elle permet d'ouvrir au salarié ses droits sociaux.

Jusqu'en juillet 2011, cette formalité était opérée via la déclaration unique d'embauche (DUE). Elle est depuis le 1<sup>er</sup> août 2011 fusionnée avec la DPAE.

### Les principaux retraitements statistiques

Depuis juillet 2005, tout employeur effectuant les DUE / DPAE par Internet a l'obligation de renseigner le type de contrat de travail. De plus, depuis juin 2011, ces mêmes employeurs ont pour obligation de renseigner la durée des CDD. Ces deux effets, associés à une progression de l'utilisation d'Internet, ont permis d'améliorer très nettement la qualité des données. Les valeurs manquantes (sur les types de contrats et les durées de CDD), désormais résiduelles, sont imputées à partir des distributions de DPAE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des estimations des déclarations retardataires sont réalisées (environ 15 % pour

le dernier mois et 1 % pour le mois précédent) en fonction du mode de saisie, du mois d'embauche et du type de contrat de travail. **Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour le dernier trimestre. Les indicateurs présentés sont corrigés des variations saisonnières et des effets « jours ouvrables » et « année bissextile » (CVS - CJO).** Les coefficients saisonniers sont estimés sur les années 2000 à 2015 et sont **revus une fois par an** à l'occasion de la publication des données portant sur le premier trimestre.

Dans cette publication, les séries CVS-CJO des DPAE de plus d'un mois (CDI et CDD de plus d'un mois) et du total des DPAE sont égales à la somme des séries dessaisonnalisées par type de contrat (CDI, CDD de moins d'un mois et CDD de plus d'un mois) et tranche de taille d'entreprise (0 à 19 salariés et 20 salariés ou plus).

### Définitions

**Les déclarations d'embauche** de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

**Le glissement trimestriel (GT)** compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. **Le glissement annuel (GA)** compare les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.